

QUATRE FRANCE QUI SE FONT FACE

Frédéric Dabi, Chloé Morin

24/04/2017

Coupée en quatre. Divisée, fracturée. Avec Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop, et Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, retrouvez une analyse de cette France du premier tour de l'élection présidentielle 2017.

La France se réveille au lendemain de ce premier tour présidentiel un peu En Marche, un peu insoumise, un peu en colère, un peu nostalgique. Et entièrement déboussolée, n'osant encore savoir qu'espérer de l'ordre politique nouveau dont elle vient d'accoucher.

Aucune surprise – le duel final était annoncé de longue date par les enquêtes pré-électorales, par exemple le Rolling Ifop-Fiducial –, mais pourtant, reste un gout amer, un sentiment de saut dans l'inconnu – pour le meilleur...?

Les deux hypothèses de second tour les plus redoutées sont désormais conjurées : pas de duel Marine Le Pen/Jean-Luc Mélenchon, ni de confrontation François Fillon/Marine Le Pen. Configurations que redoutaient près de la moitié des Français (sondage OpinionWay pour la Fondation Jean-Jaurès).

Guidés par le souhait de se libérer enfin de ce chômage de masse (69%, premier déterminant du vote selon le sondage « Jour du vote » de l'Ifop pour *Paris Match*, CNews et Sud Radio) qui nous mine depuis trop longtemps et par le souci de se protéger d'une menace terroriste (66%) qui a ressurgi lors de la dernière semaine de la campagne (mais qui n'a changé le vote que de 4% des votants, soit deux fois moins que lors des dernières élections régionales), les Français sont allés voter. Massivement. Contre tous ceux qui prédisaient une abstention record, nos concitoyens ont montré que malgré une campagne souvent décrite comme insatisfaisante – mais finalement plus intéressante qu'en 2012, puisque 72% l'ont trouvée intéressante rétrospectivement, contre 52% en 2012 –, ils ne comptaient pas laisser quiconque décider de leur destin à leur place.

De leur vote émerge une opposition claire, qui fracture la France en deux, voire la déchire en quatre. En deux, entre ceux qui s'estiment gagnants de la mondialisation et qui ont davantage voté Emmanuel Macron ou François Fillon, et ceux qui s'en disent les victimes et qui ont massivement voté Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Mais surtout en quatre, avec quatre visions différentes

de la manière de faire advenir un avenir meilleur pour soi et ses enfants, chacune pesant presque autant.

À l'orée de la campagne présidentielle de second tour et dans la perspective d'un scrutin législatif plus incertain que les précédents, compte tenu de la décomposition/recomposition du champ politique, ces quatre options, finalement, seront difficiles à réconcilier.

D'un côté, une France qui a voté pour une vie meilleure, la santé et le pouvoir d'achat, la sauvegarde des services publics, la lutte contre la précarité et la protection de l'environnement. Cette France de Jean-Luc Mélenchon – candidat auquel tous les électeurs de gauche voire au-delà reconnaissent qu'il a mené la meilleure campagne – a recherché, comme les autres, une rupture franche avec le cours des choses. Voire à renverser la table, à faire advenir le « déagisme » prôné par son champion de meeting en meeting.

Mais elle a recherché aussi, et peut être plus que les autres, de l'empathie, un président à l'écoute de ses problèmes et de ses angoisses. Cette France ressemble, par certains aspects socio-démographiques, à celle de Marine Le Pen : elle compte seulement 12% de plus de 65 ans au total, contre 56% de personnes âgées de 35 à 64 ans. Elle est composée de seulement 13% de CSP+, contre 33% de CSP- (ces catégories populaires au sein desquelles Jean-Luc Mélenchon n'avait recueilli que 14% des votes en 2012). Cet électorat de La France insoumise compte également une proportion significative de personnes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat – même si cette catégorie pèse encore plus au sein de l'électorat de Marine Le Pen (30% contre 45%). Un quart des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, contre près d'un tiers de ceux de Marine Le Pen, habite en zone rurale. 56% (contre 58%) résident dans des communes urbaines de province... Les similitudes sont nombreuses, à ceci près que la France de Marine Le Pen s'ancre fortement au Front national et dans une moindre mesure à droite (68% et 11%), alors que l'immense majorité des électeurs de Jean Luc Mélenchon se déclarent d'un parti ancré à gauche (76% de ses électeurs). Les deux candidats qui, chacun à leur manière, cherchent à s'affranchir du clivage gauche-droite comptent finalement très peu d'électeurs véritablement « sans sympathie partisane » : 16% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, et 14% de ceux de Marine Le Pen.

D'un autre côté, émerge une France qui a privilégié dans ses motivations de vote la lutte contre le terrorisme et la délinquance, la lutte contre l'immigration clandestine, la maîtrise des impôts et la réduction de la dette. En outre, cette France de François Fillon a recherché l'amélioration de sa situation – le « redressement du pays » sur lequel le candidat a fait campagne – et l'étoffe d'un président de la République. 45% de l'électorat de François Fillon a plus de 65 ans, et seulement 13% a moins de 35 ans. Seulement 37,6% sont des « actifs », contre plus de 52% de retraités. La

faiblesse de François Fillon parmi les catégories populaires est patente : moins de 10% des électeurs du candidat de droite sont des employés, et moins de 4% sont des ouvriers. C'est une France des communes urbaines de province (où résident 60% de ses électeurs), plutôt diplômée voire très diplômée (50% de cet électorat est composé de diplômés du supérieur), souvent détentrice d'un patrimoine important. Une France qui pour l'essentiel avait voté pour Nicolas Sarkozy en 2012 (70% des électeurs de François Fillon).

La France de Marine Le Pen a privilégié sa sécurité face au terrorisme et à la délinquance, a crié sa volonté de fermer les frontières à l'immigration, mais aussi de retrouver du pouvoir d'achat à travers la « priorité nationale » défendue par la candidate frontiste. Ces électeurs ont eux aussi cherché une candidature de changement, capable d'améliorer leur propre situation et de comprendre les problèmes qui minent leur quotidien. Plus de 50% de l'électorat de Marine Le Pen est composé de personnes appartenant aux catégories populaires. Près de 60% de ses électeurs se situent dans la tranche des 35 à 64 ans. Son électorat compte la plus forte proportion d'habitants des zones rurales (31%). Enfin, 45% des personnes qui ont mis un bulletin FN dans l'urne ce dimanche détiennent un diplôme inférieur au baccalauréat.

Enfin, apparaît une France plus optimiste, en attente d'une vie meilleure – chômage, santé, éducation – pour elle et ses enfants, mais aussi et surtout de renouveau et de moralisation de la vie publique. Une France moins préoccupée par son pouvoir d'achat, par l'immigration, ou par l'insécurité au quotidien que ne l'est la moyenne des Français. Cette France qui a voté Emmanuel Macron semble vouloir échapper à la guerre des générations qui caractérise de plus en plus le paysage politique français. En atteste la structure générationnelle du vote Macron très « étale » : on y trouve autant de jeunes que de seniors ou de personnes en âge de travailler. Elle est cependant plus urbaine (et compte notamment 26% de Parisiens, contre 21% d'habitants des zones rurales), plus intégrée sur le marché du travail, et plus aisée (31% de CSP+, dont 36% de cadres supérieurs, contre 19% de CSP-). Enfin, les deux tiers des électeurs d'Emmanuel Macron s'avèrent des sympathisants de gauche. 45% des personnes qui ont voté pour lui ce dimanche avaient mis un bulletin Hollande dans l'urne au premier tour de la précédente élection présidentielle, 16% avaient voté pour François Bayrou et 17% avaient voté pour Nicolas Sarkozy. Notons à cet égard que cette capacité du candidat Macron à capter une part non négligeable de cet électorat de droite souligne par contraste la difficulté de François Fillon à rassembler cet électorat sarkozyste moins caché que dispersé.

On note que Jean-Luc Mélenchon s'est invité, sur la fin de campagne, dans la bataille de la « France du travail ». Chez les actifs (23, 24, 23%), les salariés (23, 25, 23), les 35-64 ans (21, 24, 23), le candidat de La France insoumise est parvenu à faire presque jeu égal avec la candidate du Front

national et qu'Emmanuel Macron. La France « active » se voit donc coupée en trois, même si ses tranches les plus modestes restent massivement orientées vers Marine Le Pen (34% des CSP-) et Jean-Luc Mélenchon (25%), quand les plus aisés se sont plutôt portés sur Emmanuel Macron (31%).

De ces quatre France, le futur président de la République a la lourde tâche de n'en faire plus qu'une. Apaiser, réconcilier, redonner confiance pour entraîner dans un même élan un pays qui doute de lui depuis trop longtemps. Chose qui ne sera pas aisée, tant chaque bloc électoral semble défiant à l'égard des trois grands candidats auxquels chaque France a tourné le dos, une posture peut-être annonciatrice d'une abstention élevée le 7 mai prochain.

Pour Emmanuel Macron, que la plupart des intentions de vote donnent gagnant à l'issue du second tour, le plus dur commence. Gageons que l'enthousiasme des premiers pas – limité à son cœur de soutiens – cèdera, dans un contexte où la notion d'état de grâce a tout simplement disparu, bien vite la place à une exigence d'abord bienveillante, mais en attente d'actes concrets. Car une chose est sûre: le rejet de Marine Le Pen ne suffira pas – ne suffira plus – à unir le pays au lendemain du second tour. Encore moins à le gouverner pendant les cinq ans qui viennent.

À l'occasion de cette élection présidentielle « hors norme », la Fondation Jean-Jaurès s'associe au [Huffington Post](#) pour apporter son éclairage sur la campagne électorale : rapport de forces, thèmes et enjeux structurants, opinion des Français. La Fondation mobilise un certain nombre de chercheurs et de personnalités pour fournir des analyses jusqu'au scrutin, et après.